

Le Café Politique

Faits de société et questions locales

« L'homme est la mesure de toute chose » (PLATON)

Réunion débat du 31 mai 2006

« LA REFORME DE L'ETAT EN FRANCE : ENJEUX ET PERSPECTIVES »

avec **Christian SAINT-ETIENNE**,

Professeur des Universités à l'université Paris-Dauphine et

à l'université François Rabelais de Tours

Président de l'Institut France Stratégie

Membre du Conseil d'analyse économique auprès du Premier ministre

I. Intervention de Michel Chambers

Le Café Politique est une association créée par des amis qui souhaitent faire de la politique en dehors d'un parti politique, de tout clivage et surtout selon une certaine liberté d'analyse et de ton. Bienvenue à Christian Saint-Etienne, économiste qui succède à un historien (Jacques Marseille) et un philosophe (Luc Ferry).

Malgré la présence de l'équipe de France de football à la télévision, vous n'avez pas hésité à venir nombreux. Cette troisième rencontre est à nouveau un succès puisque plus de 250 personnes sont présentes et notamment des étudiants. Notre association a bientôt 1 an et ainsi, la prochaine assemblée générale se déroulera le 22 juin à 20h00. Plus de 120 membres actifs à qui les convocations et cartes 2006 ont été remises à l'entrée pourront donc voter. A l'issue de l'exposé, vous pourrez librement poser vos questions puis rencontrer notre invité lors d'une séance de dédicace et autour du verre de l'amitié qui suit systématiquement dans les soirées que nous organisons. Vous disposez des compte-rendus des précédentes interventions et lors de la prochaine réunion, vous aurez la synthèse des propos échangés ce soir avec le professeur Christian Saint-Etienne.

II. Intervention de Jacques Kossowski

Permettez-moi de vous présenter notre invité de ce soir, que j'avais eu l'occasion d'entendre lors d'une conférence donnée à l'Assemblée nationale, Christian Saint-Etienne :

Vous êtes titulaire de deux Master en sciences économiques (London School of Economics et Carnegie Mellon University), d'un doctorat ès sciences économiques et d'un diplôme de l'école Supérieure de Commerce de Paris.

En 1996, vous créez le Conseil Stratégique Européen SA, un cabinet de conseil spécialisé en analyse stratégique des marchés et de conseil stratégique pour les entreprises patrimoniales.

Nous sommes donc très attentifs aux éclairages qu'en vos qualités d'économiste, vous pouvez nous donner sur l'analyse et l'avenir de la situation française.

III. Intervention de Christian Saint-Etienne

1. Situation économique du pays / mondialisation

Des finances publiques dans le contexte de globalisation de l'économie,

- Il y a 5-7 ans : entrée de la Chine dans l'OMC qui devient alors « l'atelier du monde » pour beaucoup de produits que nous consommons aujourd'hui, télévisions, lave-linges (électroménager et bien d'autres...) la Chine connaît 10 à 15 % de croissance par an depuis 15 ans, la Chine représente 1/5^e des productions manufacturières de la planète - même comparée à ce que l'on appelle couramment deux siècles de Révolution industrielle - ce phénomène est exceptionnel.

La Révolution industrielle était complètement liée à un modèle national, elle a contribué à multiplier par 3 l'espérance de vie (de 25 ans en 1789 on est passé à 75 ans aujourd'hui), à multiplier par 20 notre niveau de vie.

La Chine connaît actuellement des mutations en terme de niveau de vie et d'espérance de vie comparables à ce que nous avons connu en deux siècles de Révolution industrielle.

- L'explosion du déficit américain est également à prendre en compte dans l'analyse économique mondiale de ces 10 dernières années.

Depuis les années 80, nous sommes entrés dans la mondialisation et l'internationalisation des marchés, la structuration des modes de fonctionnement de l'Etat doit s'organiser dans ce contexte.

En quinze siècles, le modèle **d'Etat souverain** a régi notre territoire, depuis les années 80 : c'est le modèle **d'Etat concurrencé** qui est d'actualité.

Or nous détenons en France le triple record suivant :

- Temps de travail le + court annuel (200 heures de travail /an en moins par rapport aux autres pays) ;

- Age de la retraite le + tôt (départ autour de 58 ans) nous devons arriver à 68 ans pour parvenir à un âge raisonnable identique à celui de la plupart de nos voisins ; « sortir du débat français, pourquoi n'arrivons- nous pas à faire ce qui se fait ailleurs ? » travailler plus pour réduire le nombre de gens pensionnés qui actuellement pèse trop sur les actifs...

- Faiblesse du taux de croissance / Chine et Inde par exemple.

On constate un divorce insupportable entre ce que nous voulons en tant que citoyen et ce que nous souhaitons en tant que parents pour l'avenir de nos enfants.

→Exercice de cohérence collective

Aspect positif pour la France : son taux de natalité qui se porte bien.

La France représente actuellement 13% de la population de l'Union européenne. Et c'est là, où naissent 20% des enfants de l'Union européenne depuis 7-8 ans.

L'avenir est donc positif si l'on prend les mesures nécessaires pour créer des infrastructures en rapport avec cette richesse : investissements pour les enfants, de la petite enfance à la qualité du niveau d'étude offert.

L'avenir c'est d'augmenter le niveau de qualification des salariés et les rémunérations en rapport avec ce niveau, plutôt que de promettre d'augmenter les niveaux de salaires en travaillant moins.

Quelques données :

- Depuis 15 ans, la France connaît un taux de croissance de 1,3 % an.

Or, le taux minimum de croissance pour que l'Etat s'en sorte sans trop de pesanteurs serait de 1,8 à 2%. Pour cela, « booster » les investissements publics est nécessaire. Actuellement, l'offre de la France pour répondre à la concurrence mondiale n'est pas suffisante et la France est en perte de vitesse depuis 7-8 ans par rapport à ses partenaires.

Des mesures ont cependant été prises dans une bonne direction par les derniers gouvernements mais elles n'ont pas été forcément comprises. Et, ce sont simplement 1,5 milliard euros sur trois ans qui ont été injectés dans le domaine de la recherche et pour la compétitivité. Pour rendre notre économie concurrentielle, c'est 15 milliards d'euros qui sont nécessaires.

Il faut mettre de l'argent dans des activités d'avenir (développement et recherche) et pas dans des domaines comme la protection sociale, la sécurité sociale...

Des choix d'arbitrage sont à prendre dans le cadre d'une stratégie offensive qui tienne compte de l'économie mondiale.

2. Compétition fiscale

Réforme qui reconfigure le système fiscal avec un niveau constant de recettes.

Facteurs mobiles de production : capital et travail.

Les français sont les meilleurs du monde sur les marchés dérivés financiers, opérateurs financiers de bonne qualité, les mieux formés mais qui vont travailler souvent à l'étranger, ils sont mieux rémunérés et reconnus.

La France est au double du taux sur les quatre impôts par rapport autres pays : Impôt sur les sociétés, Impôt sur la fortune, Impôt sur le revenu des personnes physiques, Impôt sur l'épargne.

→ Conséquences :

- délocalisations de fortunes : 300 à 400 entrepreneurs par an quittent la France,
- ISF supprimé peu à peu dans tous les pays, en France, les chefs d'entreprise s'expatrient, perte sèche de la force de production,
- Niveau de vie relatif se dégrade en France / GB / USA.

Que restera-t-il dans cinq siècles de la civilisation des 35 heures et des ARTT ?

10% des ménages payent 70% impôts sur le revenu et 50% des ménages n'en payent pas !

→ Mesure stratégique d'ajustement de la fiscalité est à envisager

La dernière innovation fiscale date de 1988 avec l'introduction de la CSG (Michel Rocard). Cette mesure a fait évoluer le taux marginal de la fiscalité de 48% à 50%.

Proposition :

Transformation de l'ISF en **impôt sur le revenu de la fortune**, actuellement l'ISF porte sur des richesses virtuelles (résidence principale...) ce qui incite ces foyers fiscaux à partir à l'étranger.

Impôt sur tranche additionnelle du revenu est à proposer :

Surtaxe impôt sur revenu à 4 % rapporterait autant que l'ISF.

La France détient le record de la dépense publique en % du PIB (Produit Intérieur Brut : ensemble des biens et des services créés par un pays) au sein de la zone euro : avec 7 points de PIB de plus de prélèvement public pour les mêmes services (équipement, protection sociale...) que dans des pays voisins.

→ Conséquences :

- **Ne peuvent se maintenir en France que les activités à forte productivité et valeur ajoutée**, les autres ne « tiennent pas le coup » ou quittent le pays.

- 24 millions de personnes travaillent en France, soit 40 % seulement de la population active pour faire vivre 60 millions personnes.

- **Divorce croissant entre revenu net salarié et revenu pour l'entreprise.**

Pour 100 € en brut salarié, il y a en net 78 € pour le salarié, mais cela coûte 160 € à l'employeur, ce qui exige de produire 250 € de valeur ajoutée / salarié...

Comment motiver les salariés dans ces conditions ?, surtout que l'on peut considérer qu'après paiement des charges et impôts, il ne reste que 60 € réellement au salarié, qui doit pourtant fournir un effort équivalent à 250 € de valeur ajoutée pour que l'entreprise soit productive.

- Forte pression et difficultés du paiement des retraites.

En Conclusion :

Aider les gens, c'est donner des primes au travail et pas à l'inactivité, encourager les entreprises à la recherche et au développement. Les efforts doivent être pris collectivement par rapport à la compétitivité internationale.

Actuellement Déficit public = 3 % du PIB

La Dette publique 67 % PIB

→ objectif : ramener déficit public à 1% du PIB

→ réforme significative doit être menée du côté des dépenses publiques comme du côté des recettes, et un effort doit être particulièrement mené par rapport à la dette publique.

2007 constitue le dernier moment pour remettre les choses d'aplomb.

Quelques publications :

L'Exception française (1992)

Génération sacrifiée : les 20-45 ans (1993)

L'Etat mensonger (1996)

Scènes de vie en 2024 (2000)

La Puissance ou la mort : l'Europe face à l'Empire américain (2003)

Croissance équitable et concurrence fiscale, avec Jacques Le Cacheux (documentation française, 2005)

